

RESOLUTION URGENTE

Auteur PDCB, par Bruno Moulin, Françoise Métrailler, Florentin Carron et André Roduit
Objet Ne sacrifions pas notre agriculture sur l'autel du libéralisme
Date 12.12.2017
Numéro 7.0068

Actualité de l'événement

Cet événement a fait les gros titres des quotidiens, des médias audiovisuels et électroniques de notre pays en particulier sur les chaînes nationales.

Imprévisibilité /

Il était imprévisible que le Conseil fédéral propose une PA ayant une si grande incidence pour l'avenir de l'agriculture de notre canton.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Les visées de la nouvelle PA2022 nécessitent une réaction forte du parlement et du gouvernement valaisan.

Le 24 septembre dernier le peuple votait une modification de la constitution afin de garantir la sécurité alimentaire à 78,7 % et c'est 84,3% des Valaisans qui plébiscitaient cette modification constitutionnelle.

Aujourd'hui le Conseil fédéral expose une vision de sa politique agricole 2022+ qui veut sacrifier le marché des denrées agricoles en lui imposant les règles de la libre concurrence. Il va ainsi à l'encontre de la volonté populaire et du message fort de soutien envoyé lors du vote du 24 septembre qui démontrait l'attachement des Suisses à leur agriculture.

La protection douanière permet de proposer nos produits à des prix concurrentiels par rapport aux produits importés. On donne l'illusion en faisant tomber ce rempart que nos agriculteurs pourront s'aligner sur les prix des produits étrangers. Cela n'est pas le cas, tant que le niveau des coûts et des exigences de production sera aussi élevé en Suisse.

Produire en Suisse c'est garder le contrôle sur notre assiette. Aujourd'hui 60% des produits que nous consommons sont de provenance indigène et il convient de maintenir cette part. La production locale limite la pollution et les risques de scandales alimentaires de toutes sortes.

Nos paysans méritent notre soutien car ils contribuent par leur engagement à la protection de la nature, au développement durable, à la préservation des ressources, à conserver une éthique et à assurer la qualité de la production agricole.

La nouvelle stratégie du Conseil Fédéral va à l'encontre des intérêts de notre agriculture en opposant les impératifs économiques aux défis de durabilité et de production extensive.

Conclusion

Le Groupe PDC du Bas-Valais demande aux chambres fédérales de s'opposer à la politique agricole 2022+ du Conseil fédéral avec fermeté. Nous demandons qu'une stratégie différente, qui fasse coïncider l'avenir de l'agriculture et attentes de la population, soit mise à l'étude.